Brèves

Variations du prix du pétrole

La chute incroyable et très inattendue du prix du baril, enregistrée fin 2014, ne remet pas en cause le boom pétrolier de l'Amérique du Nord. Beaucoup de spéculations avaient été fondées sur les manipulations politiques des cours du pétrole, notamment pour soit disant provoquer la chute de la Russie, mais c'est surtout l'OPEP qui est intervenue avec l'espoir que la baisse du prix réduise l'expansion de la production de pétrole de Schiste aux Etats-Unis. D'après les prévisions de l'OPEP, la situation actuelle de surproduction devrait mettre deux ans à se régulariser. Ce d'autant que, selon leur estimation, la demande devrait baisser de 8% entre 2015 et 2017. Pourtant l'OPEP, qui a décidé de faire chuter les cours fin 2014, ne s'attendait pas à une telle résistance de la production des Etats-Unis avec un prix proche de 60 dollars le baril. Effectivement, les productions de pétrole à base d'huile et de gaz de schiste, qui constituent probablement la plus grande révolution énergétique depuis l'invention des centrales nucléaires, restent rentables à ce niveau de prix et même en deçà.

De plus, le rapport de l'OPEP, souligne que l'évolution des technologies d'extraction du pétrole et du gaz de schiste devrait permettre une croissance globale de 6% par an et contribuer à hauteur de 45% à la croissance de la production énergétique d'ici à 2035. Le solde devra donc être compensé par une hausse de la production de l'OPEP mais tous laisse à penser que pour ralentir la hausse de la demande il faudra tout de même que les prix remontent, ce qui serait économiquement plus satisfaisant pour les producteurs qu'ils soient membres de l'OPEP, Russes ou Américains… a moins qu'une nouvelle révolution énergétique surgisse.

Et la Grèce…

Sortira, sortira pas, signera, signera pas… je pourrais vous dire que ce feuilleton devient fatiguant mais comme à chaque fois l'échéance est repoussée, il risque de nous agacer encore quelque temps. Cette fois-ci il y a tout de même un changement de taille. La Grèce a besoin d'argent non plus seulement pour couvrir ses besoins mais pour commencer à honorer le remboursement des prêts accordés par le FMI et la BCE en 2011. Ce n'est pas moins de 1.5 milliards d'euros à sortir en juin et 3.5 à nouveau en juillet. Si la communauté européenne,

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

qui ne sait pas trop comment s'en sortir, ne vient pas en aide à la Grèce alors ce sera la faillite du pays et donc la sortie de la Zone Euro. Si ce n'est pas le scénario idéal et si les marchés des actions et des obligations risquent de le ressentir et peut- être lourdement à court terme , la situation est très différente de 2011. Le risque de contagion aux autres pays est nul, tant de dispositifs ayant été mis en place pour préserver l'unité de l'euro en cas de sortie d'un membre. D'autre part, les créanciers qui ne verraient pas le remboursement de la dette sont pour 95% le FMI, la communauté européenne et la BCE. Les acteurs privés et notamment les banques s'étant retirés depuis longtemps, le risque systémique est également nul. Alors pourquoi en parler autant ? Parce que cela resterait un affaiblissement de la zone euro qui, en perdant un pays membre, perd un marché domestique. Parce que les enjeux stratégiques à long terme et notamment politiques sont énormes. En effet, abandonner la Grèce aujourd'hui, c'est abandonner une population fragilisée par 4 années de privation, très attachée à l'Europe qui se sentirait livrée à elle-même et dans le contexte géopolitique actuel cela serait probablement une grave erreur.

Pendant ce temps là… le monde change

La Cour des Comptes épingle la gestion de l'Etat actionnaire. En effet, elle a souligné l'incroyable vision court termiste de l'Etat français qui, en toutes circonstances et quelle que soit la situation financière des entreprises dans lesquelles il est actionnaire majoritaire, reçoit le même montant des dividendes. En 2014, GDF a versé 1 milliard de dividendes alors que le groupe faisait 14 milliards de perte et la SNCF a distribué à son unique actionnaire une somme équivalente au montant des pertes de l'entreprise. Sans commentaire.

Même les membres du comité exécutif de la Fédération Internationale de Football ne sont pas à l'abri de la justice américaine qui s'est autosaisie d'une affaire de corruption supposée au sein de l'instance dirigeante du football mondial, pourtant installée en Suisse.

Après avoir sanctionné une bonne partie des banques européennes, les américains poursuivent le déploiement d'un maillage juridique auquel rien n'échappera plus.

Perspectives économiques et financières

Le fait majeur de ces dernières semaines est la remontée des taux des emprunts

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

d'état. Aux Etats-Unis, la hausse est faible et maitrisée alors qu'elle était attendue forte, ce qui inquiète l'économie américaine dont la vigueur pourrait être mise à mal avec une hausse trop rapide. En Europe, la remontée a été violente et globale, ce qui n'était pas du tout attendu par l'ensemble des marchés financiers. Et pourtant, nous évoquons depuis de nombreux mois dans ce bulletin le risque de remontée des taux et la nécessité de ne pas être investi sur les obligations d'états. C'est donc les perspectives économiques de l'Europe qui pourraient être revues à la baisse après cette hausse de taux. Mais il n'en est rien pour le moment. Les perspectives ont même toutes été revues à la hausse car la reprise s'affirme en Europe même si elle reste très hétérogène et encore trop faible pour considérer la Zone Euro en croissance suffisante pour réduire son chômage record.

La lente et douloureuse chute de la Grèce, même si elle n'entrainera pas la zone euro dans les profondeurs, a des impacts importants sur le système financier et sur les résultats des banques qui abandonneront quelques réserves de bénéfice en cas de défaut du pays. D'autres industries souffriront en cas de faillite, notamment celles avec une présence économique réelle en Grèce, comme l'agroalimentaire et l'automobile par exemple, bien que ce pays représente un petit marché

Dans les pays émergents en général, depuis que l'Europe attire tous les regards des investisseurs, les flux de capitaux se font plus rares. Pourtant le développement ne faiblit pas dans les zones d'Asie du sud-est, d'Amérique du Sud au Mexique, en Uruguay, ou encore en Afrique comme au Nigéria.

Les perspectives de croissance sont excellentes mais la crainte vient d'un dollar trop fort et surtout d'une remontée des taux aux Etats-Unis. Cela peut paraître très paradoxal mais une hausse des taux américains et un dollar fort seront des freins pour les pays émergents, pour deux raisons. D'une part il faudra proposer des taux d'intérêt très élevés pour attirer les investisseurs, et un taux d'intérêt élevé est un frein à la croissance. D'autre part un dollar fort alourdit mécaniquement la dette des Etats émergents dont la dette est libellée en dollar. Globalement, les politiques de taux bas, mais surtout d'injection de liquidités ont eu pour conséquence de gonfler parfois artificiellement la valeur de l'ensemble des actifs financiers de la planète. Le changement de cap de politique monétaire, qui s'amorcera dans les mois à venir, sera nécessairement accompagné de secousses tant les marchés seront vulnérables face à l'incertitude des impacts sur l'économie réelle. En résumé les perspectives sont bonnes mais il faudra peu de choses dans le contexte actuel pour que l'ambiance change vite.

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

Nos convictions

Concentrés sur les énièmes craintes sur un accord avec la Grèce, les marchés sont restés prudents et n'ont pas poursuivi la hausse que nous aurions pu attendre tant les résultats des entreprises sont encourageants. L'orage grec passera une nouvelle fois, quelle que soit l'issue, et les marchés repartiront à la hausse, tout de suite si un accord est signé, dans quelques semaines si ce n'est pas le cas. Nous maintenons donc notre conviction première, à savoir, le marché des actions européennes et plus précisément tous les secteurs qui bénéficient du retour d'un peu de croissance.

Au niveau du marché obligataire des états européens, les choses ont fortement bougé sur les premiers jours du mois de mai avec des hausses significatives, des taux d'emprunt à 10 ans de l'ensemble des pays de la Zone Euro. Il était donc important de ne pas détenir ces positions ou même idéalement de prendre des positions contrariantes permettant de gagner en cas de hausse. Pour cela, nous utilisons des outils dont la sensibilité au taux est négative : en d'autres termes, nous jouons contre la nature des obligations qui veut que leur valeur baisse quand les taux montent.

Dans le reste du monde, la locomotive américaine ralentit quelques peu dans la confirmation de sa reprise. Hausse surprise des inscriptions au chômage et croissance un peu plus basse qu'attendue, mais la machine reste lancée et la croissance va se poursuivre. Toutefois, la distribution de dividendes terminée, il faudra probablement réduire l'exposition. Sur le plan des obligations, les taux montent tout doucement restant dans l'attente de la décision de la banque centrale américaine de remonter son taux principal. Décision très attendue mais repoussée de mois en mois. Dans les pays émergents, en dehors de la Russie qui paye lourdement sa politique Ukrainienne et est désormais en récession, l'ensemble des autres zones émergentes est en situation favorable, même le Brésil qui sort de plusieurs années de grandes difficultés. Les actions chinoises affichent des performances boursières étonnantes (+30% depuis le 1er janvier) et rien ne laisse penser à une survalorisation des actions.

La hausse du pétrole se poursuit doucement et les valeurs énergétiques sont positivement orientées depuis plusieurs semaines, une classe d'actifs à ne pas négliger.

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

Focus

De nouveaux horizons pour investir

Les 10 pays ayant affiché la plus forte croissance au cours de la dernière décennie sont évidemment tous des pays dits émergents au sens de la définition du FMI, c'est-à-dire les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 9 000 $ par an par habitant. Dans l'ordre, l'Angola, la Chine, l'Ethiopie, la Birmanie, le Nigéria, le Tchad, le Cambodge, l'Ouzbékistan, la Zambie et l'Inde sont ces 10 pays qui affichent des taux croissance moyen de 7.6% à 10.3% par an sur la décennie. Si ces pays conservent, à n'en pas douter, une forte croissance au cours des 10 prochaines années, d'autres pays viendront renouveler ce classement et il est important pour les investisseurs les plus offensifs d'identifier le plus tôt possible ces pays pour prendre, dès aujourd'hui, des positions payantes à long terme. Car si investir sur les pays émergents est une nécessité dans la diversification d'un portefeuille, il est important de choisir les bonnes zones.

Sans faire de perspective sur ce que sera le classement dans 10 ans, je m'autorise à lister quelques pays que j'estime pouvoir y retrouver. La Chine, devenue deuxième puissance économique, a désormais à cœur de devenir un pays dit développé et pour se faire elle mise énormément sur le développement de sa classe moyenne.

Si cet investissement et ce changement de politique ralentit sa croissance, ce pays a la puissance financière de la maintenir, même dans d'éventuels moments difficiles, et sur 10 ans sa croissance moyenne restera élevée. Autre très grand pays par sa puissance et par le nombre de ses habitants, l'Inde, bénéficiera également d'une croissance forte et pérenne. Pays plus petits déjà dans ce classement et que je ne serai pas surpris de retrouver dans 10 ans, le Nigéria, la Birmanie et le Cambodge, tirés par des populations éduquées et volontaires, et des investissements étrangers extrêmement importants et réguliers. Enfin, parmi les challengers, on peut isoler deux catégories, d'une part les pays comme le Sri Lanka, le Bangladesh qui deviennent les nouveaux ateliers du monde en lieu et place de la Chine. D'autre part les pays à fort potentiel mais freinés par des questions politico-diplomatiques comme le Pakistan ou l'Iran. S'il est délicat et osé d'investir dans ces deux derniers pays pour le moment, le dixième et dernier que je citerai et dans lequel il ne faut pas tarder à investir, c'est Cuba qui, a n'en pas douter, va bénéficier de lourds et importants investissements américains

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

et européens après la levée historique de l'embargo américain.

Immobilier : où, quand et comment investir ?

Après notre série sur l'héritage, nous démarrons aujourd'hui une nouvelle série sur l'investissement immobilier. Ce premier volet sera tout simplement consacré à la situation du marché immobilier en France, les suivants nous permettront de regarder en détail les différents types d'investissement immobilier possible en France et à l'étranger. L'immobilier résidentiel en France entre-il dans un nouveau cycle ? Après des années de hausses régulières voir parfois exceptionnelles entre 1998 et 2011, les prix ont commencé à baisser partout en France. La baisse à fin 2014 est de 6.2% par rapport au plus haut de juillet 2011, mais il convient évidemment de séparer l'immobilier Parisien et sa première couronne (baisse de 2.4% en moyenne), de l'immobilier de la banlieue que l'on peut associer à celui des grandes villes (baisse de 8 à 15%) et enfin l'immobilier de résidences secondaires. Pour ce dernier la chute fut brutale, jusqu'à 25% dans les campagnes et de près de 10% dans les zones les plus recherchées. S'agit-il d'une tendance de fond ou d'un passage logique dans un contexte économique délicat pour notre pays ? Quelques nouvelles récentes comme la forte hausse des ventes de logements neufs début 2015 ou le maintien des taux bas pour les prochains mois peuvent apparaître comme de bonnes nouvelles. Elles le sont pour la vigueur que l'économie française espère retrouver, mais plusieurs facteurs soutiennent la thèse d'une lente et progressive baisse des prix. Le premier d'entre eux est l'incohérence entre le niveau de prix et le niveau de revenus des ménages : nombre de ménages ne peuvent plus accéder à la propriété et les primo-accédant sont totalement exclus du marché dans les villes. Le second est l'autre incohérence entre un niveau de loyer, qui a très peu évolué dans un contexte d'inflation très faible, alors que les prix ont très fortement augmenté dans les années 2000. La conséquence est que les investisseurs sont de moins en moins nombreux, ce d'autant plus que la fiscalité sur les revenus fonciers a explosé. Enfin, les taux sont actuellement à leur niveau historique le plus bas et si nous n'imaginons pas une hausse dans les prochains mois, celle-ci interviendra et la remontée des taux contraindra les vendeurs à baisser leur prix pour que les acheteurs aient les moyens d'acquérir les biens. S'il est impossible de dire quel sera le niveau et la durée la de baisse, beaucoup d'éléments sont réunis pour confirmer cette tendance.

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.

© Carat Capital - 85 Boulevard Haussmann - 75 008 PARIS – Tél : 01.42.94.66.78 – Fax : 01.42.94.66.84 – www.caratcapital.fr - SAS au capital de 30 000 Euros – 492 563 523 RCS PARIS. Conseil en Investissement Financier - Courtier en Assurances, en Banques et Services de Paiement - ORIAS n° 07 026597 Carte de transaction immobilière de la préfecture des Hauts de Seine : N° 92/A/0473 - Responsabilité civile professionnelle souscrite auprès de MMA COVEA RISK sous le numéro d'adhérent 227107. Information importante : ce document est diffusé à titre d'information uniquement et ne constitue ni une proposition commerciale ni une incitation à souscrire. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Les informations et les opinions de CARAT CAPITAL peuvent être modifiées sans préavis.